



Contexte & justification de la mission

Depuis les opérations militaires contre le M23 en cours dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo dans le Nord Kivu, la situation sécuritaire s'est grandement affectée avec des conséquences négatives contre la population dans ces territoires de la province du nord kivu et celle des territoires voisins de la province du Sud Kivu, spécifiquement le territoire de Kalehe. En effet, les informations récentes font état de la présence des hommes armés qui seraient des présumés alliés du M23 dans les Moyens et Hauts-Plateaux du territoire de Kalehe, mais qui seraient à la base de l'insécurité croissante dans différentes localités de ce territoire et leur activisme occasionnerait des nouveaux mouvements de population.

Cependant, dans les Hauts-Plateaux de Kalehe, il y a d'autres groupes armés (Nyantura, Mayi Mayi XXX) qui sont très actifs et sont à la base de l'insécurité croissante contre la population qui occasionne également différents mouvements de population vers différents axes (Kasheke-Chofi-Luzira, axe Kalungu- Numbi, axe Kalungu Ziralo, Hombo-sud – Kalima etc) à la recherche de leur protection. Des cas de violations des droits de l'homme sont également enregistrés et des incidents de protection

(pillages, viols, tueries, extorsions, etc) contre la population. Toute cette situation provoque des mouvements de population par différentes vagues.

Accès sécuritaire :

La sécurisation de la population dans les localités évaluées est assurée par les forces gouvernementales. Au niveau de Kasheke, seule la Police Nationale Congolaise (PNC) est visible, les FARDC sont cantonnées/positionnées sur quelques collines de Moyens - Plateaux de Tchofi et les forces marines des FARDC sont dans la partie littorale du lac Kivu. Selon les informations recueillies lors de la mission, certaines positions des FARDC ont été dégarnies depuis l'avènement de la crise M23 afin de renforcer la présence des FARDC dans les zones frontalières avec le Nord Kivu. Aucune barrière militaire n'a été observée dans l'axe évalué par la mission d'inter-agence Kasheke-Minova (95 Km). Cependant, on observe un activisme des Groupes armés (GA) et autres individus en armes non autrement identifiés qui créent l'insécurité dans la quasi-totalité des Hauts Plateaux du territoire de Kalehe et un phénomène d'étranglement des personnes à la corde magique appelé localement "KABANGA" est en vogue sur l'axe Kasheke-Kalehe. Les victimes de cette pratique sont surtout les femmes et filles et particulièrement dans les villages de Chibanda et Munanira.

Accès physique :

L'axe évalué est accessible par véhicule, moto, bateau et à pied. Par contre, certains villages d'accueil des PDIs ne sont accessibles physiquement qu'à pied, car ils sont situés dans les villages des Moyens Plateaux de Kasheke, Tchofi et Luzira. Seule les PDIs dans les familles d'accueil sur le littoral ont l'accès facile par véhicule et moto. Les villages de provenance des PDIs ne sont seulement accessibles qu'à pied.

Cependant, certaines zones d'accueil des déplacés sont difficilement accessibles à cause de mauvais état des routes. L'accès vers les **zones de ziralo** reste difficile et selon les autorités, toute assistance n'est possible qu'à Kalungu.

Objectif global de notre mission :

- Evaluation rapide des besoins humanitaires multisectoriels
- Identifier et prioriser les besoins humanitaires des vulnérables dans la zone d'évaluation
- Collecter les données actualisées des déplacés et autres vulnérables
- Formuler les recommandations multisectorielles en termes de réponse humanitaire.
- Produire un rapport multisectoriel dans le délai

Méthodologie & activités à réaliser

Dans toutes les zones visitées, l'approche ci-dessous a été utilisée :

- Nous avons rencontré les autorités locales de Kalehe (Administration de Territoire, chef de chefferie de Bahavu, responsables de service des affaires humanitaires), les leaders locaux ainsi que certains acteurs humanitaires ;
- Nous avons visité/rencontré les différents partenaires locaux (les ONG locales, les sociétés civiles, les différents comités des déplacés, la coordination humanitaire du territoire de Kalehe et de la Chefferie de Buloho, les comités humanitaires de base / CHB (Kalehe, Ziralo, Kalima, Mbinga Sud et Mbinga Nord) pour recueillir des informations humanitaires actualisées,
- Également sur la base d'observations directes et indirectes, nous avons procédé aux entretiens et à la récolte des données sur terrain.

De l'identification des alertes / GAPs sectoriels spécifiques

Pour se rendre compte de la situation humanitaire sur terrain, nous avons rencontré différents interlocuteurs dans les différents groupements qui ont accueilli les déplacés. Tous ces comités confirment

la présence des déplacés dans différentes localités. Sur base de ces alertes reçues par nos informateurs clés, l'équipe a procédé à un état de lieu de la situation humanitaire multisectorielle et confirme la présence des déplacés dans les familles d'accueil à Kasheke, à Tchofi, à Kalehe centre, Munanira, Minova, Kalungu, Ziralo etc. La grande majorité de ces déplacés proviennent des hauts plateaux de Kalehe, des hauts plateaux de Ziralo, du Parc National de Kahuzi Biega (PNKB), et du territoire de Masisi en province voisine du Nord Kivu.

Des échanges avec les Comités de déplacés

La rencontre du 05 - 08 juillet 2022 avec les différents comités de déplacés et la coordination du CHB de Kalehe dans le Mbinga sud dans la ZS de Kalehe, ainsi ceux de Minova - Kalungu dans le groupement Mbinga Nord, de Kalima dans le groupement de Kalima (ZS de Bunyakiri) a permis de recueillir des données multisectorielles actualisées et procéder à une analyse spécifique autour des récents mouvements de population dans l'ensemble du territoire de Kalehe. En effet, il ressort que la plus grande majorité des déplacés se trouvent dans les familles d'accueil et ils ont des besoins urgents d'assistance multisectorielle en termes de : Santé, AME, Abris, Eau, Hygiène & Assainissement (EHA), Sécurité Alimentaire (Vivres), protection et Education, CASH etc. Cependant, il s'est observé un mouvement de retour pour certains ménages de Ziralo vers Ufamandu en territoire de Masisi au Nord Kivu.

Mouvements de population

La mission Interagences organisée confirme la présence de plus **7 640 ménages soit environ 45 840 personnes** déplacées qui sont arrivés entre mars en juin 2022 en différentes vagues. Les effectifs des déplacés sont repartis comme suit : **2 922 ménages dans la zone de Ziralo, 2 671 ménages sur l'axe Kasheke-Tchofi-Munanira et 2 047 ménages dans la zone de Kalungu (cfr alertes Ehtools N° 4356, 4369, 4369).**

Ces mouvements sont occasionnés par plusieurs facteurs déclencheurs :

- Les opérations militaires FARDC contre les groupes armés dans les Hauts Plateaux de Kalehe et Minova
- L'insécurité récurrente liée à l'activisme des groupes armés dans les zones sous leur contrôle,
- Ainsi que les conflits inter communautaires.

Soulignons que ces personnes déplacées s'ajoutent à celles des anciennes vagues de décembre 2021 à février 2022 ainsi qu'à celles (Pygmées) consécutives aux opérations de déguerpissement de population menées par l'ICCN dans le Parc Kahuzi-Biega. Une partie de ces personnes déplacées a été assistée, mais les déplacés arrivés lors de nouvelles vagues entre les mois d'avril et de juin n'ont pas encore reçu d'assistance humanitaire. Sur ce, les partenaires humanitaires se mobilisent pour fournir l'assistance à ces personnes vulnérables.

Autres mouvements de population (selon les Comités Humanitaires de Base)

Groupement de Kalima : Au cours de deux derniers mois, 5 352 ménages de 5 Aires de Santé (AS) ont été évaluées parmi elles 3 AS Muoma, Chinganda, Bunyakiri ont été assistés en CASH ou Transferts monétaires par le PAM à travers son partenaire Christian aid, mais 2 AS, dont Bitobolo (1301 ménages) et Mingazi (913 ménages), continuent encore d'attendre l'assistance.

Dans ce même groupement, à travers une enquête DTM organisée par l'Organisation Internationale de Migration (OIM), **1 538 ménages déplacés** serait identifiés dont **1 111 ménages déplacés** sont présents à Hombo Sud et **427 ménages dans l'AS de Mingazi/Kambegeti**, tous venus des groupements de Waloa Loanda et d'Ufamandu à Masisi (Nord Kivu) à partir du 22/02/2022.

Situé dans la chefferie de Buhavu localisé dans l'axe Bunyakiri -Hombo, il a de limite avec la chefferie de Buloho et Hombo-Nord province du Nord-Kivu. Selon les autorités locales, la situation sécuritaire est assurée à 50% par les FARDC dans certains endroits et de l'autre côté par certains groupes armés très actifs qui sont souvent à la base des mouvements de population vers les zones sous contrôle FARDC / PNC à la recherche de la protection.

Tableau n°1: Statistique des populations autochtones et ménages déplacés dans le groupement de Ziralo (Sources : Représentant Comité Humanitaire de Base de Ziralo rencontré à Kalehe)

Groupe ment	Aires de Santé	Population Autochtone 2021	Ménages déplacés				
			Vague du 31/12/2021	Vague du 06/04/2022	Vague du 03/05/2022	Total	Retournés de la vague du 6 /04/2022
Ziralo	Tushunguti	18 433	719	402	841	2 922	394
	Kusisa	9 065		244			583
	Matutira	6 195		103			316
	Mianda	6 916		613			261
TOTAL		40 609	719	1 362	841	2 922	1 554

A travers nos analyses, il s'observe un effectif de 2 922 ménages déplacés soit 17 532 personnes dans le groupement de Ziralo. Parmi eux, 2 203 ménages déplacés sont dans la fourchette de 3 mois. Il s'agit des déplacés en provenance des groupements Ufamandu, Bashali Mokoto, Bashali Kahembe et Bafuna en territoire de Masisi dans le Nord Kivu. D'autres déplacés estimés à 719 ménages déplacés en provenance de ces groupements ont déjà fait plus de 6 mois en déplacement dans le groupement de Ziralo. D'une manière générale, la pression démographique des personnes déplacées sur la population autochtone est de 43% (17 532 IDPs /40 609 Autochtones) .

Tableau n°2 : Statistique des populations autochtones et ménages déplacés Mbinga-Sud (Axe Kasheke - Munanira)

Groupement	Aires de Santé	Population Autochtone 2021	Ménages déplacés		
			Vague du 05 au 06 /2022	Vague du 30/06 /2022	Total
Mbinga Sud	Kasheke	11 991	220		220
	Tchofi	12 447	275	166	441
	Luzira	7 708	200		200
	Chibanda		110	141	251
	Kabumbiro		145		145
	Munanira			125	125
	Ishovu	8 263		119	119
	Buskaku 1	9 970		600	600
	Bushaku 2			370	370
	Kilijiwe			200	200
Total		50 379	950	1 721	2 671

En résumé, selon les informations collectées auprès du Comité Humanitaire de Base de Kalehe (CHB) et des visites sur terrain, il ressort la présence d'un effectif d'environ 2 671 ménages déplacés (soit 16 026 personnes) sur l'axe Kasheke-Munanira. La pression démographique dans cette zone est de 32 % (16 026 PDIs / 50 379 autochtones).

Tableau n° 3 : Statistique des populations autochtones et ménages déplacés à Kalungu

Groupement	Aires de Santé	Population Autochtone 2021	Ménages déplacés		
			Vague du 24/04/2022	Provenance de	Total

				Rutshuru	
	Cheya	13 939	677	36	713
	Kalungu	15 871	776	112	888
Buzi	Chebumba	7 405	407	39	446
Total		37 215	1 860	187	2047

Un effectif total de **2 047 ménages déplacés (soit 12 282 personnes)** a été collecté auprès du CHB de Kalungu en collaboration avec le chef du village. La pression démographique des PDIs sur les communautés d'accueil est de 33 % (12 282 PDIs / 37 215 autochtones).

Autres mouvements de déplacements (avant mois de mars 2022)

A travers les échanges avec le CHB de Kalehe, il a été révélé qu'il existe d'autres situations qui ont poussées la population de se déplacer pour d'autres endroits, c'est le **cas 3 222 ménages pygmées** expulsés du Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB) en date 27/11/2021 qui se sont dirigés vers les villages Kasheke, Chibanda, Chogero, Buziralo et Nyamukubi. Une autre vague de déplacement des pygmées et autres communautés du PNKB vers différents villages de Kalehe a été observée en date du 21/03/2022, causé par la traque des FARDC contre les Groupes Armés (GA) dans le parc. Après l'évaluation menée par INTERSOS et PAM, un effectif de 4 200 ménages était identifié.

La catastrophe naturelle :

En dates du 16 et 30 avril 2022, des pluies de grêle accompagnées des vents violents ont causé des dégâts et des destructions des cultures dans les Moyens et Hauts Plateaux d'une part et dans la partie littorale du groupement de Mbinga-Sud de l'autre côté ; environ **4 400 ménages auraient été affectés** dans les villages de Munanira, Ishovu, Chibanda, chibanja et Muhongoza (Kalehe littoral) et **plus de 2 280 ménages** de Tchofi, Lemera, Kasheke dans les Hauts et Moyens Plateaux. Cette catastrophe naturelle risquerait de plonger le groupement dans l'insécurité alimentaire, ce que redoute la communauté.

Du suivi de la problématique de l'accès physique, sécuritaire

Plaidoyer accès humanitaire et protection :

L'équipe a rencontré le représentant de l'Administrateur du Territoire (AT) de Kalehe, au cours de laquelle l'autorité a procédé par un briefing de la situation sécuritaire et de la protection de la population dans l'ensemble du territoire de Kalehe. Selon l'autorité, la présence des FARDC / PNC dans son territoire rassure la population. Néanmoins, certaines zones des Hauts Plateaux restent encore sous contrôle des groupes armés alliés aux M23, ainsi que d'autres milices Maï Maï compliquent l'accès humanitaire et la protection de la population dans ces zones.

Cependant, certaines zones d'accueil des déplacés sont difficilement accessibles à cause de mauvais état des routes, **tels que : la zone de Ziralo**. Enclavement de la plupart des zones d'accueil des IDPS () dans ce territoire complique des évaluations et l'acheminement de l'aide humanitaire. Certaines localités d'accueil ne sont accessibles que par hélicoptère, par moto ou à pieds. **Profitant de l'occasion, OCHA a procédé à la sensibilisation sur les principes humanitaires et les principes directeurs des personnes déplacées internes (IDPs), ainsi que sur la Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA).**

Redevabilité

Les comités des déplacés et d'autres vulnérables déplorent que les partenaires ne les associent presque pas dans tout le cycle d'exécution de leurs projets. Malgré qu'ils reconnaissent le rapprochement des partenaires lors des évaluations et de l'identification des bénéficiaires, mais ils sont parfois totalement écartés lors de la mise en œuvre des projets.

Les autorités et le CHB de Kalungu ont partagé les frustrations de la communauté lors des interventions humanitaires des déplacés des Hauts Plateaux de Ziralo sont régulièrement organisées à Kalungu sans prendre en compte les besoins qui existent dans leur milieu. Cette situation risque d'engendrer des incidents de protection si une solution n'est pas trouvée à ce problème.

Problématiques clés multisectorielles remontées / Besoins et réponses humanitaires

Sécurité alimentaire

- Pour faire face à leur besoin alimentaire, les ménages déplacés vivent de la solidarité des familles hôtes et aussi de travaux journaliers rémunérés à 1500 FC - 2000 FC par jour. Les familles d'accueil disent ne pas avoir l'intention de chasser les déplacés mais préviennent que d'ici septembre 2022, leur capacité d'accueil sera très réduite si les déplacés ne reçoivent pas d'aide se basant sur le début des activités scolaire et de la campagne agricole qui coûtent.
- L'accès à la terre reste difficile dans tout le territoire, mais particulièrement dans le groupement de Buzi où les concessionnaires occupent environ 80% des terres et 20% seulement utilisés par la communauté. La location d'un terrain de 25mX50m coûte 100\$ avec 4 jours de Salongo par mois la saison agricole, montant introuvable par un déplacé. Des incidents de protection (des arrestations et transfert à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa, des meurtres,...) liés aux conflits fonciers dans ce groupement ont été signalés.
- Les déplacés disent manger 1 fois par jour seulement le soir et que leurs enfants sont malades par manque des nourritures.
- Cependant, on signale des vols des récoltes par les déplacés, particulièrement à Tchofi et Kalungu (risque des conflits entre les IDPs et les autochtone)
- Certains hommes font des navettes (mouvements pendulaires) pour accéder à leurs champs, mais les femmes et filles ne fréquentent pas les champs par peur d'être violées ou enlevées.
- Pour accéder aux principaux marchés (Ihusi et Kakamba), il faudrait une à deux heures de marche à pied. Néanmoins, il y a d'autres petits marchés chaque soir dans les villages pour l'approvisionnement en certaines denrées alimentaires.
- La catastrophe naturelle du 16 avril 2022 liée à une pluie de grêle qui avait frappé la contrée risquerait **d'aggraver la situation d'insécurité alimentaire** car cette dernière avait touché et détruit les cultures dans plusieurs villages

Sur le marché, dès l'arrivée des PDIs dans la zone, le coût de certaines denrées de base a changé / augmenté, voir tableau ci-dessous :

N°	Produits locaux	Prix avant	Prix Après (actuel)
1	Farine de manioc	500 FC	2 000 FC
2	1 mesure de haricot	1 500 FC	3 000 FC
3	1 litre d'huile de palme	1 000 FC	3 500 FC

Articles Ménagers Essentiels

Les besoins en AME sont criants dans les ménages visités et ces besoins ont également été évoqués dans les différents focus groups organisés avec les déplacés et les familles hôtes. Les habits débraillés /déchiquetés sont utilisés comme sac de couchage par certains déplacés, d'autres utilisent les bâches usées et / ou des feuilles des bananes sèches.

Les PDIs ont beaucoup plus besoin actuellement de savon, habits pour femmes (pagnes) et enfants, bidon, nattes, couvertures, ustensiles de cuisine, moustiquaires. Les AME sont disponibles sur les marchés locaux, mais les PDIs sont dépourvus des moyens financiers pour s'en procurer.

Abri

Hormis ces quelques ménages en site spontané, la majorité des PDIs sont hébergées dans les abris des familles d'accueil. Cet état de choses occasionne le surpeuplement des abris qui hébergent 2 à 3 familles soit plus 15 personnes dans une même maison de petite dimension.

Dans les villages évalués, nous avons observé que certaines PDI sont dans des maisons sans porte, avec des trous partout où l'on peut facilement extraire un individu. Ces maisons sont de petite dimension et au niveau du site spontané/grenier les couples ne vivent plus une vie d'ensemble car ils sont séparés dans deux bâtiments différents.

WASH

Pour la population autochtone de Kasheke et Chofi ainsi que les personnes déplacées internes (PDI), ils ont tous accès à l'eau potable (**mais en quantité insuffisante**). La communauté utilise l'eau au niveau des bornes fontaines des sources captées par Wold Vision (WV), NCA, ...

Présence des latrines non hygiénique à Kasheke, Tchofi et Luzira, mais aussi la présence des matières fécales dans certaines parcelles occupées par des ménages déplacés.

Aucun dispositif de lavage des mains observés dans les ménages, les récipients de stockage de l'eau insignifiant dans les ménages et en plus des petites dimensions sans couvercle (bidon de 5 litres)

En matière de gestion des déchets, aucun trou à ordures observé dans tous les ménages visités

En ce qui concerne l'épidémie de Choléra en cours, pour le Médecin Chef de Zone (MCZ) de Kalehe, c'est le problème **d'accès à l'eau potable** qui est à la base de l'épidémie de choléra qui sévit dans sa ZS. Sur ce, certaines actions sont en cours pour renforcer et améliorer l'accès à l'eau avec l'appui des partenaires, notamment World Vision qui travaille sur l'adduction de Kaliamahemba pour desservir Kalehe centre et la Caritas qui travaille sur une autre adduction qui pourra desservir prioritairement l'HGR et les quartiers environnants.

Santé

Tous les CS visités sont sous le régime d'autofinancement ; les recettes mobilisées sont très faibles pour couvrir les charges du FOSA et assurer le réapprovisionnement en médicaments essentiels. Le taux de recouvrement des dettes est très faible pour les autochtones et presque nul pour les PDI. Les tarifs appliqués sont ceux de la Zone de Santé avec des petites adaptations.

Quatre (4) Centres de santé ont été visités (CS de Kasheke, CS de Tchofi, CS de Luzira et CS de Kalungu/Kanyasi) et 1 Centre de Traitement de Choléra (CTC) implanté au Centre Hospitalier (CH) de Kasheke avec l'appui de MSF Espagne.

Les pathologies les plus fréquentes dans les différentes aires de santé visitées sont le paludisme, les Infections Respiratoires Aiguës (IRA) et les infections urinaires.

Problématique de la prise en charge médicale de familles déplacées pour mitiger les questions de leur insolvabilité auprès de différentes structures de santé. Le principal constat est que les déplacés n'ont pas accès aux soins de santé à cause des contraintes financières.

Rougeole et Choléra : Au cours de cette période aucun cas de rougeole n'a été notifié dans les structures de l'axe évalué de Kasheke à Minova. Par contre, le CS de Luzira a notifié des cas de choléra et les oriente directement vers le CTC implanté à l'HGR d'Ihusi et qui est appuyé par MSF Espagne (**6 cas** auraient été référés au courant de la semaine dernière). Les CS de Kasheke et Tchofi notifient également des cas de choléra et les orientent directement vers le CTC implanté au Centre Hospitalier (CH) de Kasheke avec l'appui de MSF Espagne. A la date de cette évaluation, **398 cas de choléra** seraient notifiés dont **3 décès** de la 1^{ère} à la 26^{ème} semaine épidémiologique sur l'ensemble de la Zone de Santé de Kalehe. Dans les Aires de Santé affectées, 4 Organisations (AIDES/UNICEF, MSF Espagne, TPO, World Vision) sont plus actives dans la lutte contre cette maladie.

NB : Un constat d'une maladie contagieuse ressemblant à la gâle communément appelée « ELEKI BONBON » est signalée dans l'axe évalué. Hommes, femmes et enfants tous en sont victimes. Selon les résultats des investigations menées par la Zone de Santé en 2021, 3 échantillons prélevés étaient revenus positifs à la rougeole et 2 à la rubéole.

Nutrition :

Dans ZS de Kalehe, 3 CS sur 4 (Kasheke, Tchofi et Luzira) visités sont appuyés par le consortium TPO-Caritas Congo-BDOM à travers le Projet Intégré Nutrition et Santé (PINS) dans les Zones de Santé de

Kalehe. Les intrants nutritionnels (MAS) sont disponibles **à part ceux de la prise en charge de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) depuis plus de 8 mois**. Les Unités Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire (UNTA) sont opérationnelles dans ces structures de santé.

Environ 4,944 sachets de Plummpynut sont disponibles en stock au moment de la visite du CS Kasheke. 10 nouveaux cas de MAS ont été pris en charge en Juin et 10 autres en Mai 2022. Un constat été fait sur **la rupture des intrants** de prise en charge de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) au CS de Tchofi il y a déjà plus de 8 mois sans approvisionnement.

Au CS de Luzira, un UNTA est fonctionnel, mais au moment de la visite, le CS est en rupture d'intrants nutritionnels depuis 4 jours, **17 cas de MAM** sont suivis et **2 cas de MAS** compliqués ont été référés à l'HGR de Kalehe.

Dans ZS de Minova la malnutrition a été aussi indiquée comme problème majeur durant les entretiens, mais la prise en charge reste précaire :

- Le MCZ à Minova indique que depuis Octobre 2021 il y a **rupture d'intrants de prise en charge thérapeutique** de l'UNICEF et la situation peine à se rétablir.
- La présence des déplacés dans la zone pourrait accroître le taux de malnutrition.
- Par manque des frais pour les soins, beaucoup des déplacés se livrent à des chambres de prière et ou désertent les hôpitaux sans payer ce qui entraînent le refus de beaucoup des structures à les prendre en charge (Insolvabilité).

Protection

La cohabitation pacifique est de mise entre les familles déplacées et les familles hôtes mais les questions des dettes contractées par les uns ou les autres qui utilisent les déplacés sans les payer risque à la longue de créer un climat de méfiance.

La question de ciblage géographique et des vagues d'arrivée pourrait constituer une source de tension d'après le constat fait durant le focus groupe. Certaines zones soient qui ont été ciblées par un partenaire humanitaire et **répondu laissant d'autres et / ou les zones actuelles ciblées par un autre acteur laissant d'autres**, toutes les personnes, déplacées internes ou communauté hôte étant exposés à l'insécurité alimentaire par ailleurs pourrait amener ou limiter **l'acceptance humanitaire** dans certaines zones.

Par ailleurs, les IDPs sont inquiets de la situation sécuritaire sur l'étranglement à la corde « Kabanga » que les inciviques utilisent pour tuer les gens dans certains villages d'accueil. Plus de 5 cas déjà notifiés ces 2 derniers mois, où les femmes et filles en sont plus victimes.

Il est à noter que plusieurs incidents de protection ont été signalés dans les villages de provenance des PDIs dont :

Présence des Enfants Non-Accompagnés (ENA) signalée lors des différents focus group. Au total, 11 Enfants Non Accompagnés (ENA) ont été signalés dont 5 à Tchofi (4 filles et 1 garçons) et 6 à Luzira (2 filles et 4 garçons)

Violences sexuelles (VS) : Plusieurs cas de VS sont régulièrement enregistrés au niveau des structures sanitaires :

- **41 femmes violées** dont 23 rapportées au cours de 3 derniers mois à Kasheke, les villages concernés (Kigoma et Kaguli) et 18 cas déclarés dans le focus groupe femme à Tchofi (villages de provenance Kaguli, Buhobera, Kamaziha et Mizuku), **6 filles âgées de 12 à 18 ans violées** dans les villages Kaguli, Buhobera, Kamaziha et Mizuku,
- CS de Kasheke 13 cas ont été renseignés au cours de 3 derniers mois, mais qui arrivent tous après les 72 heures. Aucun kit PEP n'est disponible au niveau de cette structure de santé.
- CS de Tchofi reçoit en moyenne 3 cas de VBG par mois. Cette FOSA est appuyée par HEAL Africa (Projet S3G) et la Fondation Panzi. Les Kits de Prophylaxie Post-Exposition (PEP Kit) sont disponibles.

Education

L'évaluation dans le secteur de l'éducation à Kasheke, Tchofi et Luzira était menée pendant la période de calcul des points après les examens de fin d'année. Les enseignants et les Directeurs sont donc en pleine période préparatoire des vacances de fin de l'année scolaire 2021-2022. Ils étaient donc tous absents dans leurs écoles et donc non disponibles. Certaines écoles comme E.P. Nyambasha, E.P. Karhongo et E.P. Nyaliba, dans les villages d'accueil étaient occupées pendant une dizaine de jours par les déplacés durant la période des examens. Pendant cette période, les élèves occupaient les salles de classe la journée pour les examens et le soir les déplacés y passaient la nuit. Les enfants des ménages déplacés étaient curieux de rester à côté des salles de classes la journée pour voir s'ils peuvent être admis en classe. Il est à noter que la majorité d'enfants déplacés n'ont pas pu accéder aux écoles pour clôturer l'année scolaire 2021-2022, car ils sont arrivés vers la fin de l'année scolaire en pleins examens de fin d'année. A travers la sensibilisation faite par AIDES et les autorités locales à la suite de l'épidémie de choléra, les déplacés qui occupaient les écoles étaient obligés d'aller dans les familles d'accueil pour éviter la propagation de la maladie

Besoins prioritaires exprimés par les personnes déplacées affectées par la crise des conflits armés

Concernant la modalité d'assistance, les personnes préfèrent les Cash car pour eux, la modalité est plus pratique car le transport l'accès est difficile dans les zones d'accueil donc difficile de transporter des poids et mitigerai les rafles des groupes armés.

Les besoins prioritaires exprimés par les personnes clés et celles ayant accepté à participer aux groupes de discussion sont résumés dans le tableau ci-dessous.

N°	Hommes	Femmes	Garçons	Filles
Village KASHEKE				
1	Cash	Vivres	Scolarité	Scolarité
2	Vivres	AME	Vivres	AME
3	Abris	Cash	Cash	KHI
Village TCHOFI				
1	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres
2	Cash	Abris	Cash	Cash
3	Abris	Cash	Scolarité	Scolarité
Village LUZIRA				
1	Vivres	AME	Scolarité	Scolarité
2	AME	CASH	Soins de santé	Soins de santé
3	CASH	Vivres	AME	AME

Présence humanitaire

Les acteurs humanitaires des organisations Internationales et nationales sont fortement visibles dans l'axe évalué. Pour certains, ils ont de sous base /Bureau de représentation et d'autres les staffs sur le terrain.

- **Mbinga-Sud /Kalehe:** TPO DRC, Caritas Congo, Wold Vision, BDOM, CADERSA;
- **Buzi/Minova :** ADSSE, Give Directly, ZOA, AVSI, ECC MERU, SARCAF, FSADE, Caritas Congo, Fondation Panzi, ASILI, Croix Rouge du Congo.
- **D'autres** organisations et Agences des Nations Unies viennent dans la zone pour différentes activités cas tels que CICR, MSF-Espagne, INTERSOS, ...

Conclusion et Recommandations

Toutes les observations faites indiquent que toutes les vagues de l'année 2022 sont vulnérables et en besoin d'une assistance alimentaire d'urgence et d'autres secteurs. Les discussions avec les personnes

déplacées et communautés hôtes dans toutes les zones concluent comme besoin prioritaire la nourriture suivie de problèmes de santé et ensuite l'AME.

Par priorités zonale, Tchofi viendrait en position 1 suivi de Kasheke et ensuite Kalungu, et enfin Minova.

Considérant les différentes vagues, les vagues du 30 juin, du 5 au 6 juin 2022 seraient plus prioritaire en cas de réponse. Celle de mars 2022 plus attribué à des questions foncières avec le parc de Kahuzi sont aussi en besoin.

La vague des déplacés économiques d'Ituri retournés méritent aussi une attention particulière et des activités adaptées à leur contexte spécifique. A noter que les personnes interviewées préfèrent une assistance via la modalité cash que l'assistance en inkind.

Les déplacés disent ne pas être favorables au retour dans leurs milieux d'origine jusqu'au rétablissement de la sécurité dans leurs zones de provenance.

Quelques recommandations par secteur :

Secteurs	Recommandations	Responsables	Échéance
Protection	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte les facteurs vagues d'arrivée, ciblage zonale et statutaire dans la réponse à mettre en place. Sensibiliser tous les déplacés et FAMAC sur les questions de PSEA et de Violence Basée sur le Genre (VBG). Renforcer chez les autorités locales et tous les CHB les notions de veille humanitaire et d'enregistrement des déplacés. Organiser la prise en charge des Enfants Non-Accompagnés (ENA). Définir le statut des personnes venus de l'Ituri et du Grand Nord Kivu (GNK) pour s'installer dans les zones de Kalungu et Minova. 		
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une assistance alimentaire avant Septembre soit inkind soit via l'assistance monétaire d'urgence aux différentes vagues de Juin 2022 (M23+ Crise Chance-Soleil) ainsi que compléter la couverture de l'assistance des partenaires déjà positionné pour les crises de Mars 2022. Cette assistance jouera un tampon aux mécanismes de solidarité déjà en cours et éviter une crise dans la soudure de la saison agricole A de 2023. Assurer une réinstallation des déplacés économiques rentrés de Ituri/Beni via des activités de restauration des moyens de subsistance. 		

	<ul style="list-style-type: none"> • Faire une mise à jour rapide des analyses de marchés pour orienter les assistances dans les zones évaluées. 		
WASH	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser sur la gestion des déchets et l'utilisation des latrines hygiéniques • Distribuer les kits hygiéniques aux ménages (récipient de stockage d'eau bidon, sceau) • De distribuer les kits d'hygiène aux femmes et filles en âge de procréation ; • Renforcer les activités de promotion de l'hygiène dans les communautés. • Renforcer l'accès à l'eau sur l'axe Kasheke – Luzira. 		
Abris	<ul style="list-style-type: none"> • Distribuer les kits d'abri d'urgence aux déplacés • De relocaliser les PDIs hébergées dans le site communément appelé grenier pour éviter les risques des maladies contagieuses. 		
AME	<ul style="list-style-type: none"> • Distribuer les Articles Ménagers Essentiels (AME) aux ménages déplacés (casserole, Assiettes, bidon, supports de couchage, nattes, habits pour femmes et enfants). 		
Santé – Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la prise en charge médicale des familles déplacés pour mitiger les questions de leur insolvabilité auprès de différentes structures de prise en charge les exposant déjà. • Cluster Nutrition et UNICEF pour rendre disponible rapidement les intrants nutritionnels de manière à assurer une prise en charge holistique en soutenant les activités du PAM en cours dans la zone de santé de MINOVA. • Besoin d'approvisionner les structures de santé en cours de rupture en Kits PEP • Besoin d'approvisionner les structures de santé en cours de rupture d'intrants nutritionnels 		
Accès humanitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de rappeler aux partenaires de leur redevabilité envers les bénéficiaires et aussi de s'assurer de la prise en compte / implication de ces derniers tout le long du cycle de projet ainsi que la communication sur les réponses à fournir. • Pour s'assurer de l'acceptance à la base, envisager lancer les activités des sensibilisations 	Tous les partenaires humanitaires OCHA et les	

	des différents acteurs (les autorités locales, les jeunes, les sociétés civiles, les leaders locaux etc) sur les principes humanitaires, les principes directeurs des IDPs, la protection transversale, la rédevabilité, l'accès ainsi que sur le PSEA.	autres partenaires disponible	
--	---	-------------------------------	--

Participants à la mission (cfr tableau de participants)

- Mr Daniel AHULA (OCHA Sud-Kivu et Maniema) : +243 81 3133344 et ahula@un.org
- Mr Guillaume Kahomboshi (Cluster SECAL, PAM), +243 817006760 et guillaume.kahomboshi@wfp.org
- Dr Thierry N'dete Lembandi (UNICEF), +243 828 269 763 / +243 821 059 612, tnlembandi@unicef.org
- Mr Jacques BITONGWA (TPO) 0998946626, bitongwajacque@gmail.com
- Olivier BALUMISA (TPO) 0824578349
- Esther MILITWA (TPO) 0977165904
- Pife MULIRO (TPO) 0997843760
- Benoit BWANA ISSA (TPO) 0973731026
-